

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE. LITTÉRATURE. SCIENCES. INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAÎSSANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

INSERTIONS

Annonces	la ligne.....	20
Réclames	—	30
Faits divers	—	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sans restitution dans ce dernier cas; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux: 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 5 DÉCEMBRE

La crise ministérielle

SIXIÈME JOURNÉE

Il n'est plus question aujourd'hui des deux combinaisons mises en avant samedi et à la tête desquelles se trouvaient placés, d'abord M. Casmir-Perier et, en second lieu, M. Bourgeois.

M. Develle, appelé samedi, assez tard dans la soirée, auprès de M. Carnot, fut pressenti sur le point de savoir s'il accepterait la mission de former un nouveau cabinet. M. Develle demanda à réfléchir et, hier matin, à dix heures, il se rendait à l'Élysée où il donnait connaissance au Président de la République de son acceptation.

La première visite de M. Develle, en quittant M. Carnot, a été pour M. Ribot, avec lequel il s'est entretenu pendant près de trois quarts d'heure. On pensait qu'il verrait, dans l'après-midi, M. de Freycinet et que ces trois personnages politiques formeraient le pivot du nouveau ministère.

On croit généralement que cette nouvelle combinaison a les plus grandes chances d'aboutir.

S'il en était ainsi, la crise serait terminée, peut-être ce soir, et sûrement demain.

La Vraie solution

Il n'y a plus à douter qu'on ne se trouve en présence d'un véritable *Livre rouge* de la Compagnie de Panama qui comportait, suivant la déclaration de M. Léon Renault lui-même, l'attribution de bénéfices pouvant compenser les pertes antérieurement subies par la personne à qui s'intéressait le distributeur des bénéfices.

La Commission d'enquête ne peut que poursuivre son œuvre de lumière. Toute tentative de ralentissement, qu'elle vienne de la magistrature, du ministère ou de la présidence de la République serait impitoyablement condamnée par l'opinion.

Tout ministère, quel qu'il soit, devra s'occuper de toutes ses forces les commissaires et pousser la justice à faire son œuvre. Hors de ce point, aucun gouvernement n'est possible à l'heure actuelle. Non seulement le ministère X... devra continuer ce qui a été fait pour la saisie des vingt-six chèques, mais il doit saisir la juridiction compétente du crime de corruption de fonctionnaires pour lequel tant de présomptions commencent à se grouper.

La juridiction, c'est la cour d'assises, avec la clarté absolue de ses débats contradictoires; le juge, c'est le jury populaire; la peine, le législateur l'a, pour une fois, fort sagement réglée: *dégradation civique et amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues*. Le mandataire vénal cesse d'être un citoyen, la conscience achetée dégorge au double le profit encaissé.

Maintenant, qu'il plaise au *Temps* de dauber sur la politique, qui empêche le pays de tra-

vailer tranquille, ce sont les écumeurs de grosses affaires qu'il faut empêcher de *travailler tranquilles* et, en fait de politique d'affaires, celle qui fera un gros exemple, restaurant l'honnêteté publique, profitera merveilleusement aux affaires du pays qui travaille.

Qui sait? après le *Livre rouge* de Panama, on tirera peut-être au clair le *Livre rouge* qui écrase tel autre grand établissement au détriment éventuel de ses petits porteurs d'actions et d'obligations.

(Le Rapide.)

G. HUBBARD.

L'attitude de M. Delahaye

Un de nos confrères est allé demander à M. Delahaye la ligne de conduite qu'il avait l'intention de suivre vis-à-vis des provocations et des attaques qui ne manquent pas de se produire contre lui.

« — Ma ligne de conduite, elle est très simple. Rien ne me fera dévier, rien ne pourra me distraire de la route que je me suis tracée. Une fois mon but atteint, c'est-à-dire la lumière entièrement faite sur ce scandale encore obscur de Panama, je serai alors à la disposition de ceux qui pourront avoir quelque réparation à me demander.

» D'ici là, je ne répondrai ni aux injures, ni aux calomnies, ni aux cartels. L'issue d'une rencontre, en admettant qu'elle me fût fatale, ferait beaucoup trop l'affaire de quelques-uns. Le baron de Reinach pouvait être « tout disposé à se laisser supprimer », mais je n'ai aucune des raisons qui l'ont engagé peut-être à jouer ce rôle de guillotiné par persuasion. Ce serait trop naïf.

» Je sais parfaitement qu'il se fait contre moi un travail. On veut me rendre impopulaire en changeant absolument l'ordre des motifs qui m'ont fait agir. Mais je ne crains rien. J'ai sur mes ennemis cet avantage d'avoir les mains nettes. Je me suis dévoué corps et âme à cette idée d'éclairer le pays, de dégager, dans l'affaire de Panama, les responsabilités et les culpabilités. J'irai jusqu'au bout. »

M. Delahaye fera comme il le dit. Il ira jusqu'au bout.

M^{me} LA COMTESSE DE PARIS

M^{me} la Comtesse de Paris et ses filles, les princesses Hélène, Isabelle et Louise, accompagnées de M^{lle} de Ravinel et de M. Camille Dupuy, sont arrivées vendredi à Paris par le train de quatre heures et demie du soir.

L'infant D. Antonio d'Orléans, frère de M^{me} la Comtesse de Paris, et sa femme, l'infante Eulalie, les attendaient à la gare du Nord, où se trouvaient encore le capitaine Mohrain et le comte de Chevilly.

Les nobles voyageuses se sont rendues directement à la gare d'Orléans pour prendre le train de dix heures du soir qui doit les conduire en Espagne.

M^{me} la Comtesse de Paris, arrivée vers six heures à la gare d'Orléans, y a dîné avec ses filles et l'infant et l'infante d'Orléans.

M^{me} la Comtesse de Paris a causé jusqu'à son départ avec le comte et la comtesse d'Hausson-

ville, le général baron de Charette, M^{me} Appert, le comte d'Albyville, le capitaine Morhain et le comte de Chevilly.

Puis, par le train de 10 h. 22, M^{me} la Comtesse de Paris et les princesses ses filles sont parties, accompagnées de la comtesse d'Albyville, de M^{lle} de Ravinel et de M. Camille Dupuy.

A Bayonne, les princesses trouveront M. Emmanuel Bocher, qui les accompagnera à Madrid.

NOUVELLES MILITAIRES

Si le projet soumis et pendant, en ce moment, devant le Conseil supérieur de la guerre, tendant à l'abaissement de la limite d'âge des généraux de division, est adopté, voici ceux qui seraient atteints dans ces conditions, au cours de l'année 1893:

MM. les généraux Loizillon (13 janvier), Mensier (2 février), Lespiau (15 avril), de Novion (30 avril), des Roys (24 mai), Faugeton (24 mai), Repécaud (22 juin), Bertrand (15 juillet), Davout duc d'Auerstaedt (9 août), Désandré (25 août), Bérenger (23 novembre), de Verdière (26 novembre), et Bailiod (15 décembre).

De ce nombre il conviendrait de diminuer, parmi les dix généraux de division qui seraient élevés au grade de général d'armée, ceux qui auront 61 et 63 ans en 1893, attendu que la limite d'âge, pour eux, serait portée à 66 ans.

Le ministère de la guerre étudie les moyens de compléter, dans le courant de l'année prochaine, les approvisionnements pour la télégraphie militaire de campagne, les réseaux télégraphiques et téléphoniques des différentes places de guerre, villes de garnisons importantes et des camps retranchés.

Le réseau sémaphorique du littoral reconnu indispensable à la défense des côtes sera entièrement complété ainsi que les réseaux des frontières du Nord, de l'Est et du Sud-Est. Il en sera de même du réseau optique destiné à relier entre eux les postes éloignés de l'Algérie et de la Tunisie et les chefs-lieux de commandement.

En ce qui concerne l'aérostation militaire, une somme importante sera mise à la disposition des officiers de l'École de Chalais-Meudon afin de leur permettre la continuation de leurs recherches et le perfectionnement du matériel de campagne.

LE REPOS DOMINICAL

De la France Militaire :

« N'en finira-t-on donc jamais avec les réclamations concernant la liberté de la journée du dimanche. et serons-nous toujours destinés à recevoir des plaintes concernant la *consigne occulte* qui fait qu'aucun homme, aucun gradé ne peut bouger avant d'avoir pris connaissance du *rapport*, alors que les ordres ministériels sont formels et que les soldats devraient être libres le dimanche depuis le réveil jusqu'à l'appel du soir!

» Le rapport, cette coutume utile mais à la-

quelle on donne, dans quelques corps, une importance exagérée; le rapport, qui, avec l'initiative tant prônée, devrait durer une demi-heure et qui dure des heures; le rapport, qui s'étale durant six ou huit pages contredisant le lendemain ce qui a été dit la veille, et qu'alors on n'écoute plus; le rapport, qui *consigne* le dimanche tous les gradés jusqu'à 10 ou 11 heures du matin; le rapport, qui répète ce qui est dans les règlements ou *dit le contraire*; le rapport qui... Est-ce qu'il y a un rapport le dimanche au ministère de la guerre? Et pourtant, on avouera que les ordres du ministre ont bien leur importance.

» Et puis, l'exemple ne doit-il pas partir d'en haut! Qu'on cesse donc d'ordonner pour le dimanche les visites sanitaires, les bains, etc., qui doivent avoir lieu le samedi, et surtout qu'on s'arrange pour qu'on limite le rapport du dimanche au strict nécessaire, si l'on croit utile d'en faire un ce jour-là, ce qui n'est pas démontré, attendu que l'exemple contraire est déjà donné par les jeunes et intelligents chefs de corps. »

BULLETIN FINANCIER

Paris, le 3 décembre 1892.

La Bourse reste fermée en attendant le dénouement de la crise; la spéculation à la hausse est encouragée dans ses dispositions par la tenue du comptant.

Le 3 0/0 reste à 99.43; le 4 1/2 à 105.32.

La Rente italienne est très bien tenue à 93.45. L'Extérieure cote 63 1/4.

L'action de la Banque de France est plus faible à 3,935. Le Crédit Foncier conserve à 1,073 l'avance conquise hier. La Banque de Paris est en ferme tendance à 682. Cette Société prête son concours à l'émission des 20,000 obligations 4 0/0 de 500 fr. chacune, mises en souscription le 8 courant par la Société des Ateliers et Chantiers de la Loire. Ces titres émis à 450 fr. sont remboursables à 500 fr. et rapportent 20 fr. par an.

La Société Générale conserve le cours de 480 fr. Le Crédit Lyonnais est tenu en grande fermeté à 780 fr.

L'obligation Beyrouth-Damas-Hauran s'inscrit à 312.

L'action de la Société des Immeubles de France garde ses bonnes tendances à 496.

Les obligations du chemin de fer de Rock-Island-Péoria Saint-Louis ont donné lieu à des échanges très suivis à 495.75 et elles restent à 495.50.

Les actions privilégiées de la Galicia sont recherchées sur le marché en banque à raison de la transformation financière de la Société.

Les Chemins Economiques cotent 423 fr.

Ch. HEYMAN et C^o

10, rue du Quatre-Septembre, Paris.

Chronique Locale

ET DE LOUEST

ELECTIONS AU TRIBUNAL DE COMMERCE

Scrutin du 4 décembre 1892

CANTON DE SAUMUR (SUD)

Inscrits, 630. — Votants, 153.

Président: MM. Mignon Ernest, 422 voix; Mauriceau-Delaunay, 7 voix; Chapin, 6 voix; Lambert Eugène, 4 voix; Normand aîné, 2 voix.

Juges titulaires: MM. Boret, 431 voix;

